Gouvernement du Canada Government of Canada

**Ministère des Finances Canada**

Canada

# La revue financière
# Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

**Septembre 2015 : déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars**

Le mois de septembre 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard en septembre 2014. Les revenus ont diminué de 0,2 milliard (1,1 %), du fait que la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des autres revenus n'a été que partiellement compensée par la croissance des autres sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,6 milliard (8,0 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard (8,9 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

**D'avril à septembre 2015 : excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars**

Pour la période d'avril à septembre 2015 de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 0,7 milliard pour la même période de l'exercice 2014-2015.

Les revenus ont augmenté de 10,9 milliards de dollars (8,3 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 9,0 milliards (7,7 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard (3,2 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

## Septembre 2015

Le mois de septembre 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard en septembre 2014.

Les revenus ont totalisé 22,0 milliards de dollars en septembre 2015, en baisse de 0,2 milliard (1,1 %) par rapport à septembre 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,6 milliard de dollars (5,5 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (12,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (60,4 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,8 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et ceux tirés des droits de douane à l'importation ont tous deux progressé de 0,1 milliard. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 7 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 29 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 46 millions de dollars (3,4 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,5 milliard de dollars (18,8 %), principalement en raison de la baisse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises.

Les charges de programmes ont totalisé 21,2 milliards de dollars en septembre 2015, en hausse de 1,6 milliard (8,0 %) par rapport à septembre 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,4 milliard de dollars (6,0 %). Les

prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (2,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard (8,2 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont augmenté de 0,4 milliard (36,3 %), principalement sous l'effet de la bonification et de l'élargissement de la PUGE à compter de janvier 2015.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,9 %), ce qui est attribuable aux augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (11,4 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (16,0 %), principalement en raison du calendrier des versements.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (9,4 %), ce qui s'explique en partie par une hausse des charges liées aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants, selon les évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (8,9 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

## D'avril à septembre 2015

La période d'avril à septembre 2015 de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 0,7 milliard pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 10,9 milliards de dollars (8,3 %) pour s'établir à 141,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (3,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (21,6 %), principalement sous l'effet de cotisations et de nouvelles cotisations visant des années d'imposition antérieures.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (17,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,1 milliards de dollars (8,7 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 1,5 milliard (9,3 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,4 milliard, et les taxes sur l'énergie, tout comme les autres taxes et droits d'accise, ont progressé de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (3,7 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (18,2 %), principalement sous l'effet du gain réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Pour la période d'avril à septembre 2015, les charges de programmes ont totalisé 125,9 milliards de dollars, en hausse de 9,0 milliards (7,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

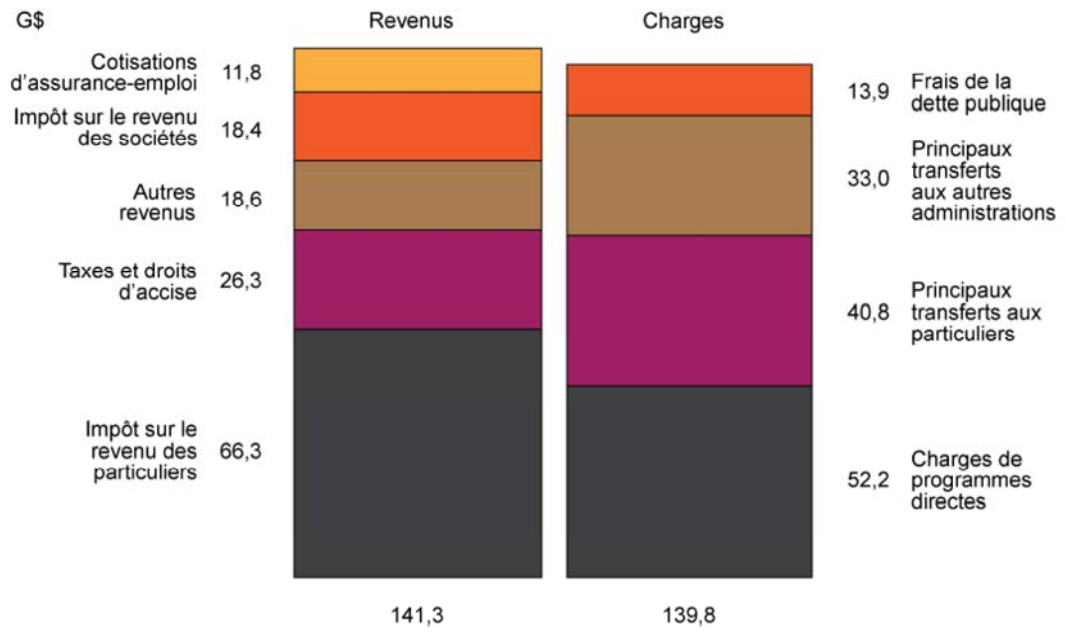
- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (10,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,9 milliard (4,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi

ont augmenté de 0,6 milliard (6,7 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,5 milliards (38,5 %), principalement en raison de la hausse des prestations découlant de l'élargissement et de la bonification de la PUGE.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (4,5 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (7,3 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (4,4 %).
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (8,5 %), ce qui s'explique en grande partie par une hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars (3,2 %), surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à septembre 2015)




*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Besoins financiers de 15,3 milliards de dollars d'avril à septembre 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars et des besoins financiers de 16,8 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à septembre 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 15,3 milliards, comparativement à des besoins financiers de 2,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

## Activités nettes de financement en hausse de 25,7 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 15,3 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 10,5 milliards en augmentant la dette non échue de 25,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de septembre 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 38,4 milliards de dollars, en hausse de 8,4 milliards par rapport à la fin de septembre 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

| | Septembre | | Avril à septembre | |
|---|---|---|---|---|
| | 2014 | 2015 | 2014–2015 | 2015–2016 |
| **Opérations budgétaires** | | | | |
| Revenus | 22 227 | 21 981 | 130 474 | 141 336 |
| Charges | | | | |
| Charges de programmes | -19 639 | -21 217 | -116 884 | -125 882 |
| Frais de la dette publique | -2 209 | -2 012 | -14 334 | -13 879 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 379 | -1 248 | -744 | 1 575 |
| **Opérations non budgétaires** | 1 508 | -479 | -1 257 | -16 848 |
| **Ressources ou besoins financiers** | 1 887 | -1 727 | -2 001 | -15 273 |
| **Variation nette dans les activités de financement** | -1 807 | 3 387 | 5 939 | 25 741 |
| **Variation nette dans l'encaisse** | 80 | 1 660 | 3 938 | 10 468 |
| **Encaisse à la fin de la période** | | | 30 011 | 38 420 |

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

| | Septembre | | | Avril à septembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **2014 (M$)** | **2015 (M$)** | **Variation (%)** | **2014–2015 (M$)** | **2015–2016 (M$)** | **Variation (%)** |
| **Revenus fiscaux** | | | | | | |
| Impôts sur le revenu | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 10 873 | 10 280 | -5,5 | 64 044 | 66 250 | 3,4 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 2 822 | 3 180 | 12,7 | 15 139 | 18 407 | 21,6 |
| Impôt sur le revenu des non-résidents | 399 | 640 | 60,4 | 2 616 | 3 085 | 17,9 |
| Total des impôts sur le revenu | 14 094 | 14 100 | 0,0 | 81 799 | 87 742 | 7,3 |
| Taxes et droits d'accise | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 2 730 | 2 786 | 2,1 | 16 132 | 17 640 | 9,3 |
| Taxes sur l'énergie | 502 | 509 | 1,4 | 2 720 | 2 846 | 4,6 |
| Droits de douane à l'importation | 391 | 499 | 27,6 | 2 329 | 2 726 | 17,0 |
| Autres taxes et droits d'accise | 521 | 550 | 5,6 | 3 048 | 3 130 | 2,7 |
| Total des taxes et droits d'accise | 4 144 | 4 344 | 4,8 | 24 229 | 26 342 | 8,7 |
| Total des revenus fiscaux | 18 238 | 18 444 | 1,1 | 106 028 | 114 084 | 7,6 |
| **Cotisations d'assurance-emploi** | 1 339 | 1 385 | 3,4 | 11 343 | 11 763 | 3,7 |
| **Autres revenus** | 2 650 | 2 152 | -18,8 | 13 103 | 15 489 | 18,2 |
| **Total des revenus** | 22 227 | 21 981 | -1,1 | 130 474 | 141 336 | 8,3 |

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

| | Septembre | | | Avril à septembre | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2014 (M$) | 2015 (M$) | Variation (%) | 2014 –2015 (M$) | 2015 –2016 (M$) | Variation (%) |
| **Principaux transferts aux particuliers** | | | | | | |
| Prestations pour les aînés | 3 653 | 3 749 | 2,6 | 21 501 | 22 418 | 4,3 |
| Prestations d'assurance-emploi | 1 484 | 1 363 | -8,2 | 8 784 | 9 376 | 6,7 |
| Prestations pour enfants | 1 108 | 1 510 | 36,3 | 6 472 | 8 963 | 38,5 |
| Total | 6 245 | 6 622 | 6,0 | 36 757 | 40 757 | 10,9 |
| **Principaux transferts aux autres administrations** | | | | | | |
| Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé | 2 676 | 2 835 | 5,9 | 16 057 | 17 013 | 6,0 |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux | 1 049 | 1 080 | 3,0 | 6 291 | 6 480 | 3,0 |
| Total | 3 725 | 3 915 | 5,1 | 22 348 | 23 493 | 5,1 |
| Accords fiscaux et autres transferts[1] | 1 625 | 1 687 | 3,8 | 10 452 | 10 796 | 3,3 |
| Villes et collectivités du Canada | 0 | 0 | s.o. | 987 | 979 | -0,8 |
| Abattement d'impôt du Québec | -376 | -386 | 2,7 | -2 255 | -2 308 | 2,4 |
| Total | 4 974 | 5 216 | 4,9 | 31 532 | 32 960 | 4,5 |
| **Charges de programmes directes** | | | | | | |
| Paiements de transfert | | | | | | |
| Affaires autochtones et Développement du Nord | 353 | 417 | 18,1 | 2 833 | 3 105 | 9,6 |
| Agriculture et Agroalimentaire | 116 | 188 | 62,1 | 302 | 543 | 79,8 |
| Emploi et Développement social | 584 | 476 | -18,5 | 2 498 | 2 615 | 4,7 |
| Affaires étrangères, Commerce et Développement | 115 | 462 | 301,7 | 935 | 1 262 | 35,0 |
| Santé | 332 | 334 | 0,6 | 1 593 | 1 594 | 0,1 |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Industrie | 157 | 208 | 32,5 | 1 064 | 1 161 | 9,1 |
| Autres[1] | 895 | 876 | -2,1 | 4 946 | 4 521 | -8,6 |
| Total | 2 552 | 2 961 | 16,0 | 14 171 | 14 801 | 4,4 |
| Autres charges de programmes directes | | | | | | |
| Sociétés d'État | 558 | 720 | 29,0 | 3 386 | 4 073 | 20,3 |
| Défense nationale | 1 638 | 1 966 | 20,0 | 9 754 | 10 775 | 10,5 |
| Tous les autres ministères et organismes | 3 672 | 3 732 | 1,6 | 21 284 | 22 516 | 5,8 |
| Total des autres charges de programmes directes | 5 868 | 6 418 | 9,4 | 34 424 | 37 364 | 8,5 |
| Total des charges de programmes directes | 8 420 | 9 379 | 11,4 | 48 595 | 52 165 | 7,3 |
| **Total des charges de programmes** | 19 639 | 21 217 | 8,0 | 116 884 | 125 882 | 7,7 |
| **Frais de la dette publique** | 2 209 | 2 012 | -8,9 | 14 334 | 13 879 | -3,2 |
| **Total des charges** | 21 848 | 23 229 | 6,3 | 131 218 | 139 761 | 6,5 |

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

| | Septembre | | Avril à septembre | |
|---|---|---|---|---|
| | **2014** | **2015** | **2014–2015** | **2015–2016** |
| **Solde budgétaire (déficit ou excédent)** | 379 | -1 248 | -744 | 1 575 |
| **Opérations non budgétaires** | | | | |
| Activités d'investissement en immobilisations | -330 | -427 | -1 599 | -1 803 |
| Autres activités d'investissement | -1 567 | -1 874 | 2 902 | -3 041 |
| Régimes de retraite et autres passifs | 248 | 711 | 688 | 2 573 |
| Autres activités | | | | |
| Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions | 3 300 | 2 580 | -7 207 | -10 818 |
| Opérations de change | -423 | -1 836 | 1 941 | -5 983 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 280 | 367 | 2 018 | 2 224 |
| Total des autres activités | 3 157 | 1 111 | -3 248 | -14 577 |
| Total des opérations non budgétaires | 1 508 | -479 | -1 257 | -16 848 |
| **Ressources ou besoins financiers** | 1 887 | -1 727 | -2 001 | -15 273 |

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

| | Septembre | | Avril à septembre | |
|---|---|---|---|---|
| | **2014** | **2015** | **2014 –2015** | **2015 –2016** |
| **Ressources ou besoins financiers** | 1 887 | -1 727 | -2 001 | -15 273 |
| **Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement** | | | | |
| Opérations de la dette non échue | | | | |
| Emprunts en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | 3 059 | 855 | 8 635 | 5 138 |
| Bons du Trésor | -4 000 | 2 200 | 200 | 13 600 |
| Titres au détail | -22 | -7 | -165 | -108 |
| Total | -963 | 3 048 | 8 670 | 18 630 |
| Emprunts en devises | -1 788 | -546 | -2 011 | 2 937 |
| Total | -2 751 | 2 502 | 6 659 | 21 567 |
| Réévaluation de swaps de devises | 992 | 811 | -387 | 3 835 |
| Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés | -31 | 61 | -35 | 445 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue | -17 | 13 | -298 | -106 |
| **Variation nette dans les activités de financement** | -1 807 | 3 387 | 5 939 | 25 741 |
| **Variation dans l'encaisse** | 80 | 1 660 | 3 938 | 10 468 |

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

| | 31 mars 2015 | 30 septembre 2015 | Variation |
|---|---|---|---|
| **Passifs** | | | |
| Créditeurs et charges à payer | 123 631 | 108 306 | -15 325 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 487 881 | 493 019 | 5 138 |
| Bons du Trésor | 135 692 | 149 292 | 13 600 |
| Titres au détail | 5 660 | 5 552 | -108 |
| | | | |
| Total partiel | 629 233 | 647 863 | 18 630 |
| Payable en devises | 20 267 | 23 204 | 2 937 |
| Compte de réévaluation de swaps de devises | 6 669 | 10 504 | 3 835 |
| Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés | 4 296 | 4 741 | 445 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue | 4 715 | 4 609 | -106 |
| | | | |
| Total de la dette non échue | 665 180 | 690 921 | 25 741 |
| Régimes de retraite et autres passifs | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 152 664 | 152 248 | -416 |
| Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants | 76 140 | 79 081 | 2 941 |
| Autres passifs | 6 002 | 6 050 | 48 |
| | | | |
| Total des régimes de retraite et autres passifs | 234 806 | 237 379 | 2 573 |
| | | | |
| Total de la dette portant intérêt | 899 986 | 928 300 | 28 314 |
| | | | |
| **Total des passifs** | 1 023 617 | 1 036 606 | 12 989 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Actifs financiers** | | | |
| Trésorerie et créances | 136 696 | 142 657 | 5 961 |
| Comptes d'opérations de change | 85 018 | 91 001 | 5 983 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1] | 113 681 | 115 314 | 1 633 |
| Actif des régimes de retraite du secteur public | 1 263 | 1 263 | 0 |
| | | | |
| Total des actifs financiers | 336 658 | 350 235 | 13 577 |
| | | | |
| **Dette nette** | 686 959 | 686 371 | -588 |
| **Actifs non financiers** | 74 629 | 74 208 | -421 |
| | | | |
| **Dette fédérale (déficit accumulé)** | 612 330 | 612 163 | -167 |

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 30 septembre 2015 inclut des pertes de 1,4 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à septembre 2015.

*Nota* – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Novembre 2015

**© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)**

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134